

POUR DIFFUSION IMMEDIATE
LE 16 AVRIL 1971



STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.

NOTES POUR UN DISCOURS DE
M. ANDRE OUELLET, SECRETAIRE
PARLEMENTAIRE DU SECRETAIRE D'ETAT
AUX AFFAIRES EXTERIEURES,
A LA PREMIERE SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE
L'ORGANISATION DES ETATS
AMERICAINS, A SAN JOSE, COSTA RICA,
LE 15 AVRIL 1971

VERIFIER LORS DU DISCOURS

Je suis très sensible à l'honneur qui m'échoit de prendre la parole à l'occasion de cette première session ordinaire de l'assemblée générale de l'Organisation des Etats américains. Cette occasion vient s'ajouter pour moi au plaisir de revoir l'Amérique latine et de me trouver pour la première fois en cette belle ville de San José et d'y bénéficier de la chaleureuse hospitalité traditionnelle des Costaricains. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt et d'attention les distingués orateurs qui ont évoqué avec acuité les problèmes et les aspirations que nous partageons dans cet hémisphère.

L'an dernier, nous avons exposé devant l'assemblée générale la philosophie et la pensée qui inspirent la nouvelle orientation de la politique étrangère du Canada. Notamment, nous nous sommes référés à la décision de mon gouvernement d'intensifier nos relations avec les pays frères de l'Amérique latine. Cette décision politique a été motivée non seulement par une meilleure prise de conscience au Canada de la réalité latino-américaine, mais aussi par une communauté croissante d'intérêts, et par la connaissance du rôle qui incombe au Canada de participer davantage au développement de l'hémisphère. Nous désirons traduire ces aspirations en termes pratiques, en nous associant immédiatement aux efforts latino-américains dans le domaine socio-économique.

Mon intention, dans ces courtes remarques, n'est pas de vous exposer les divers types d'assistance, ni les sommes que nous consacrons au développement. Pour le moment, je voudrais seulement vous assurer que nous consacrons une proportion croissante de notre budget d'assistance au développement aux pays de cet hémisphère et que nous avons déjà entrepris de visiter plusieurs pays afin d'identifier les priorités des gouvernements concernés.

Les objectifs que nous nous étions fixés pour l'intensification de nos rapports avec l'Amérique latine sont en bonne voie de réalisation. Par exemple, nous comptons que les pourparlers présentement en cours aboutiront dès cette année à l'admission du Canada dans plusieurs organismes interaméricains.

Nous avons discuté avec les autorités de l'Organisation panaméricaine de la santé de notre rôle et de nos obligations au sein de cet organisme et nous prévoyons que le Canada soumettra d'ici quelques semaines une demande officielle d'adhésion. Nous avons au Canada la plus haute estime pour l'oeuvre qu'accomplit cet organisme et nous sommes impatients de participer pleinement à ses activités.

L'adhésion du Canada à l'Institut interaméricain des sciences agricoles est également à un stade d'étude très avancé. Nous avons eu l'honneur de recevoir l'année dernière au Canada le Directeur général de l'Institut et j'ai pour ma part eu le grand plaisir de le visiter pendant mon séjour à San José. Ces entretiens m'ont permis de confirmer que l'Institut serait un facteur important dans le travail que nous cherchons à accomplir en Amérique latine, car une partie considérable de l'effort canadien revêt la forme d'assistance technique en

agriculture. Nous désirons contribuer dans toute la mesure du possible aux travaux de l'Institut interaméricain des sciences agricoles et, pour appliquer de façon plus efficace notre programme de coopération, nous escomptons profiter des renseignements et des services qui peuvent être mis à la disposition des membres de cet organisme.

D'autre part, le Canada soumettra sous peu des demandes d'adhésion à la Conférence interaméricaine de sécurité sociale ainsi qu'à l'Institut indianiste interaméricain.

Enfin, nous avons étudié la meilleure façon d'établir une collaboration plus étroite avec le Centre interaméricain de promotion des exportations. A l'occasion de la visite à Ottawa du Directeur du centre en novembre dernier, et lors de conversations ultérieures, nous avons envisagé de mettre des spécialistes canadiens à la disposition du centre. Nous reconnaissons l'importance de la promotion des exportations pour les pays de l'Amérique latine, et nous espérons qu'une contribution canadienne de ce genre représentera un apport utile au travail du Centre interaméricain de promotion des exportations.

Ce bref examen des liens institutionnels qui s'accroissent entre le Canada et le reste de l'hémisphère ne serait pas complet si l'on ne mentionnait pas, premièrement, notre étroite collaboration avec la Banque interaméricaine de développement qui administre depuis plus de six ans des fonds canadiens destinés au développement économique de l'Amérique latine. Deuxièmement, notre participation continue aux travaux de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire, du Centre interaméricain des administrateurs fiscaux, du Centre d'études monétaires d'Amérique latine et de l'Institut interaméricain de statistique. Et troisièmement, notre présence de longue date au sein de la Commission économique pour l'Amérique latine. Nous croyons que le Canada a sa place dans ces organismes spécialisés et qu'il peut y jouer un rôle encore plus important. Nous sommes actuellement en train d'examiner les moyens de parvenir à cette fin.

J'en arrive maintenant à l'essentiel de la question de notre collaboration avec les membres de l'hémisphère. Nous croyons qu'il est indispensable d'établir des liens institutionnels satisfaisants. Vous comprendrez donc que nous souhaitons votre accord sur la création au sein de l'Organisation des Etats américains d'une mission canadienne permanente d'observateur.

Nous recherchons des moyens concrets de coopérer avec vous dans le domaine socio-économique. Une mission d'observateur ne fonctionnerait pas seulement en vertu de son accréditation auprès de l'Organisation des Etats américains et en collaboration avec elle, mais elle serait également un organisme intégré à la structure générale du gouvernement canadien, qui se consacrerait au progrès de nos relations avec cette si importante institution

interaméricaine. Elle serait la dépositaire de connaissances techniques appréciables en ce qui concerne les mécanismes de la coopération dans notre hémisphère. Elle serait une source inestimable de renseignements pour nous guider dans l'affectation des ressources que nous destinons à l'Amérique latine. Dans les décisions que le Canada sera appelé à prendre, les besoins de l'Amérique latine pourront être discernés dans une meilleure perspective grâce à un apport régulier et documenté de l'Organisation des États américains.

Par ailleurs, nous osons croire qu'une mission canadienne d'observateur offrirait des avantages à l'organisation et à ses membres. Cette collaboration plus étroite avec l'Organisation des États américains représente pour nous un aspect important de la politique canadienne vis-à-vis l'Amérique latine.

Nous savons que cela peut représenter à certains égards certaines difficultés que nous apprécions et que nous comprenons. Je fais donc appel à votre bonne coopération pour atteindre ce but. Car, comme le disait l'ancien Premier Ministre du Canada, M. Lester B. Pearson, dans son rapport "Partners in Development": "Nous croyons qu'une campagne internationale de coopération afin de lancer les pays en voie de développement vers une rapide expansion de leur indépendance économique est une tâche à notre portée. C'est un objectif noble auquel l'humanité est appelée durant la dernière partie du XXIème siècle".